

Document

En Espagne, «des kilomètres de file d'attente pour la soupe populaire»

(liberation.fr)

15 novembre 2011

Chômage record, rigueur : près 1,3 million de personnes ne touchent plus aucune aide de l'Etat.

«Si je n'avais pas ma mère pour m'aider, je serais en train de dormir sous les ponts et de quémander comme un mendiant. Je n'arrive pas à croire que ce pays ait pu en arriver là et nous faire tomber si bas.» Isidro Hernandez, 47 ans, madrilène du quartier populaire de Tetuán, a perdu tout espoir de retrouver un jour un emploi. Dans sa vingtaine, il s'était fait une spécialité dans la réparation de photocopieuses : les salaires n'étaient pas mirobolants, entre 1 000 et 1 300 euros mensuels, mais les employeurs ne manquaient pas et il s'en satisfaisait. Ce célibataire endurci n'a jamais éprouvé le besoin d'abandonner l'appartement de sa mère, une veuve touchant une maigre retraite et la pension d'invalidité de son défunt mari, et qui arrondit ses fins de mois grâce à des travaux de couture, non déclarés bien sûr.

Obole. Comme d'innombrables Espagnols, Isidro a fait les frais de la dégringolade économique du pays, aujourd'hui au bord de la récession (pour 2012, les prévisions de 1% de croissance du gouvernement sont jugées optimistes), dans le collimateur des agences de notation (en deux semaines, Fitch, Moody's et Standard & Poor's ont baissé de deux crans sa qualification) et avec un taux de chômage de 22%. Isidro en sait quelque chose : en 2008, lorsque la bulle immobilière implose, il perd son dernier emploi de technicien en photocopieuses. Pendant un an, il touche des allocations mensuelles de 724 euros. Lorsqu'elles expirent, il obtient le *subsídio*, soit 428 euros, une prestation réservée à ceux qui peuvent prouver ne pas disposer d'autres revenus, ou en tout cas très faibles. Mais là aussi, cette chétive obole s'est vite évaporée : depuis un an et demi, Isidro ne touche plus rien. *«Cela fait longtemps que j'ai cessé de chercher dans mon secteur, dit-il. Je suis prêt à faire n'importe quoi, j'envoie des CV tous les jours par Internet ou physiquement, et il n'y a rien. Même vendeur au Mercadona, au Lidl ou à l'Eroski, il n'y a pas.»*

L'Espagne n'est plus seulement le pays au triste record de chômage en Europe (sur 16 millions de foyers, 1,5 n'ont aucun membre de la famille qui travaille), notamment chez les jeunes (44%) ; il est aussi celui d'un phénomène, moins visible, dont le syndicat Comisiones Obreras s'est fait l'écho : la fin des allocations chômage. Selon cette centrale, la principale du pays avec UGT, 1,3 million d'Espagnols ne recevraient plus aucune prestation. *«Jusqu'en février 2011, précise-t-on au syndicat, beaucoup vivaient du subsidio, qui était la conséquence du chômage longue durée. Plus d'un million de personnes en bénéficiaient, contre 370 000 en 2007.»* Pressé par Bruxelles de faire des coupes claires dans les dépenses publiques, le Premier ministre socialiste, José Luis Zapatero, a supprimé ce subsidio qu'il avait lui-même mis en place. Si bien qu'un chômeur sans prestation n'a plus que deux solutions : solliciter une sorte de RMI (300 euros environ), difficile à obtenir, ou s'inscrire à un nouveau programme, l'«itinéraire d'insertion». Depuis février, lorsque le subsidio a disparu, 187 000 personnes en ont bénéficié. *«Pour l'obtenir, explique-t-on au ministère du Travail, il faut entrer dans un processus de formation. La plupart des bénéficiaires sont des jeunes qui venaient du BTP et qui sont restés sur le carreau.»*

Condamné. Le dossier d'Isidro a été rejeté. *«Je ne pouvais pas y avoir droit parce que ma mère touche plus de 500 euros et que je ne suis donc pas en situation de pauvreté. Je leur ai dit que je*

suis condamné à vivre chez elle pour toujours, mais ça ils s'en fichent.» Avec près de 5 millions de chômeurs (dont 2 millions longue durée, et 1,3 sans prestations), comment expliquer que cette bombe sociale n'explode pas ? «C'est la question qu'on se pose tous, confie Sara Balinda, économiste. D'autant que le phénomène s'aggrave à un rythme rapide, on devrait être en présence d'une poche d'exclus considérable. Je crains spécialement pour 2012 car, deux ans après l'hécatombe de 2010, le gros des sans-emploi longue durée ne recevra plus aucune aide.»

Comme la plupart des analystes, elle met en exergue la force de la solidarité familiale, qu'on appelle ici le *colchon* (matelas). Pères, oncles, grands-parents ouvrent de nouveau leur maison, offrent le couvert, gardent les enfants, donnent de l'argent. Beatriz, 32 ans, madrilène du quartier Latina, au chômage depuis 2007, glane ainsi 1 200 euros par mois, «largement de quoi vivre», uniquement grâce à la générosité de sa large famille, dispersée des Canaries jusqu'en Galice.

Autre amortisseur social : la très forte économie informelle qui atteindrait, selon certaines sources, un quart du PIB. Pour l'économiste Jesus Gonzalez Mateos, la fraude concernerait 20% des chômeurs enregistrés. «En 2011, les inspecteurs du travail, qui sont pourtant peu nombreux, ont détecté 600 000 travailleurs sans contrat», note-t-il. D'après ses calculs, cela coûterait 100 milliards d'euros à l'Etat, soit un sixième de sa dette. «Si on ne lutte pas efficacement contre cette économie parallèle, les autorités risquent vite de ne plus pouvoir honorer les prestations sociales», prévient-il.

Isidro, lui, s'inquiète : «Le travail au noir, le matelas familial, tout cela est vrai. Mais je vois aussi la pauvreté qui grandit, les kilomètres de files d'attente pour la soupe populaire, et les gens qui se battent, le soir venu, pour récupérer les excédents des supermarchés.»